Dépêche No. 1116 | 21 janvier 2026

La moitié des Africains attribuent à leurs gouvernements de mauvaises notes en matière d'éducation

Dépêche No. 1116 d'Afrobarometer | Asafika Mpako, Samuel Balongo et Aubrey Ghambi

Résumé

L'éducation est largement reconnue comme un levier majeur du progrès social et du développement économique. Malgré certains progrès, l'Afrique subsaharienne reste en retard par rapport au reste du monde en matière d'accès à la scolarité et de parité entre les sexes (ISS African Futures, 2024 ; Moravec, 2025).

Selon le rapport mondial de suivi de l'éducation de l'UNESCO (2024), l'Afrique compte presque 30% des 244 millions d'enfants et de jeunes âgés de 6 à 18 ans en situation de déscolarisation dans le monde. Les enfants issus de ménages à faibles revenus sont particulièrement touchés : Le rapport souligne qu'ils sont cinq fois plus susceptibles que les enfants issus de familles plus aisées d'être déscolarisés.

Pan-Africa Profiles

Par ailleurs, le taux d'achèvement des études primaires en Afrique est d'environ 65%, contre une moyenne mondiale de 87%. Le taux d'alphabétisation des jeunes Africains âgés de 15 à 24 ans est de 75%, loin des presque 90% enregistrés dans d'autres économies en développement et marchés émergents (Fornino & Tiffin, 2024).

Tout comme les enfants issus de milieux défavorisés, les filles rencontrent des obstacles spécifiques dans l'exercice de leur droit à l'éducation, notamment les mariages précoces, les grossesses non désirées et précoces, les violences et abus sexuels, les stéréotypes sexistes préjudiciables, ainsi que des environnements d'apprentissage dangereux et inadéquats (Union Africaine, 2024 ; Kimani & Karisa, 2025).

À l'approche de la Journée Internationale de l'Education (24 janvier), ce Profil Panafricain passe en revue les expériences et les appréciations des citoyens africains quant à leurs systèmes éducatifs.

Les données du Round 10 des enquêtes Afrobarometer réalisées dans 38 pays africains montrent que si les jeunes sont plus instruits que leurs aînés, le niveau de scolarisation varie considérablement d'un pays à l'autre et met en évidence les inégalités persistantes qui touchent les femmes, les populations pauvres et les habitants des zones rurales.

Si peu de répondants affirment que les familles continuent de privilégier l'éducation des garçons par rapport à celle des filles, presque trois sur 10 déclarent que les écolières sont victimes de discrimination, de harcèlement et de requêtes à caractère sexuel de la part de leurs enseignants. Mais une majorité écrasante estime que les filles qui tombent enceintes ou ont des enfants devraient être autorisées à poursuivre leurs études et que l'éducation sexuelle devrait être dispensée à l'école.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Concernant l'action des gouvernements sur le plan de l'éducation, les Africains sont partagés : Seule la moitié d'entre eux se déclarent satisfaits. L'éducation occupe la troisième place parmi les problèmes les plus importants qui, selon les citoyens, nécessitent une action gouvernementale urgente.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les appréciations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. (Voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain).

Les partenaires nationaux d'Afrobarometer conduisent des entretiens en face à face dans la langue choisie par les répondants, obtenant des résultats nationaux avec une marge d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 38 pays repose sur 50.961 entretiens. Les données sont pondérées afin de garantir la représentativité nationale des échantillons. Pour les moyennes couvrant plusieurs pays, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à leur population).

Résultats clés

- A travers les 38 pays sondés, presque six adultes sur 10 ont fait des études secondaires (39%) ou post-secondaires (18%), tandis que 26% ont fait des études primaires et 16% n'ont aucun niveau d'instruction formelle.
    - Le niveau d'instruction varie considérablement d'un pays à l'autre. Presque la moitié des Guinéens (49%) et des Maliens (52%) n'ont jamais fréquenté l'école, une situation presque inconnue à Maurice, au Zimbabwe et au Gabon.
    - Les groupes démographiques affichent également des niveaux différents de scolarisation, reflétant les désavantages dont souffrent les femmes, les pauvres et les habitants des zones rurales. Les jeunes africains sont plus scolarisés que leurs aînés.
- Seuls 13% des répondants déclarent que les filles sont « souvent » ou « toujours » empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons, bien que ce chiffre atteigne 27% au Malawi et 28% au Cameroun.
    - Et plus du double (28%) affirment que les écolières sont « souvent » ou « toujours » victimes de discrimination, de harcèlement et de requêtes à caractère sexuel de la part de leurs enseignants.
    - Une grande majorité de répondants estiment que les filles qui tombent enceinte ou ont des enfants devraient être autorisées à poursuivre leurs études (81%) et que l'éducation sexuelle devrait être dispensée à l'école afin d'aider les jeunes à prendre des décisions éclairées (73%).
- Environ la moitié (49%) des citoyens estiment que la performance gouvernementale en matière d'éducation est « assez bonne » ou « très bonne », tandis que l'autre moitié (49%) évaluent négativement l'action de leurs dirigeants. Les taux d'approbation varient de plus de huit sur 10 en Zambie (84%) et en Tanzanie (81%) à moins d'un sur quatre au Nigéria (24%) et au Congo-Brazzaville (22%).

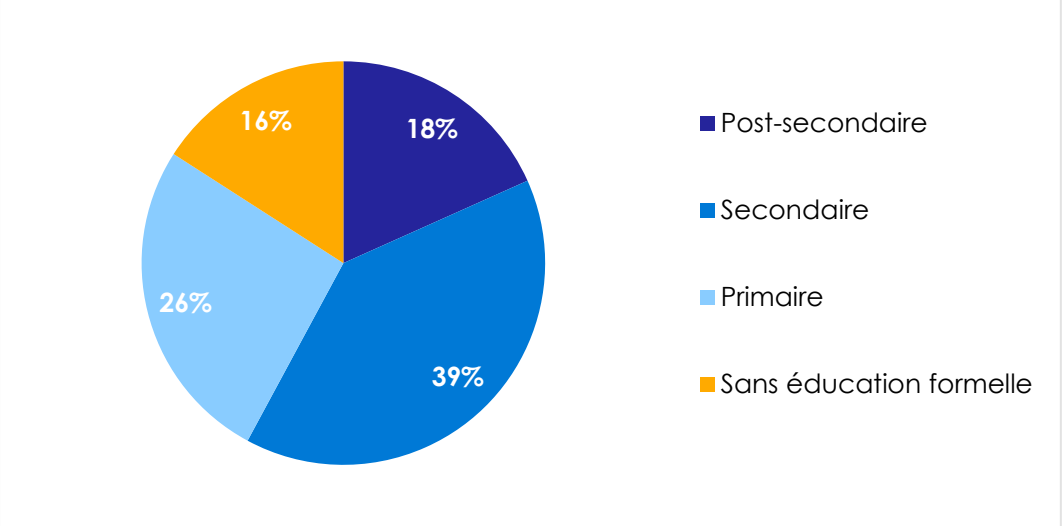
Copyright ©Afrobarometer 2026

- L'éducation occupe désormais la troisième place parmi les problèmes les plus importants auxquels les Africains souhaitent que leurs gouvernements s'attaquent, alors qu'elle occupait la sixième place en 2021/2023.

Du niveau d'instruction

Dans l'ensemble des pays sondés, presque deux adultes sur 10 (18%) ont fait des études supérieures, tandis qu'une proportion similaire (16%) de répondants déclarent n'avoir jamais été scolarisés. La plus grande partie (39%) affirment que leur niveau d'instruction le plus élevé est le secondaire, tandis que 26% ont fait des études primaires (Figure 1).

Figure 1 : Niveau d'éducation | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*

Les niveaux d'instruction des citoyens varient considérablement d'un pays à l'autre (Figure 2). Si presque la moitié des adultes sont titulaires d'un diplôme post-secondaire aux Seychelles (48%), moins d'un citoyen sur 10 peuvent en dire autant au Bénin (9%), en Zambie (9%), en Mauritanie (9%), à Sao Tomé-et-Principe (8%), au Mali (8%), en Tanzanie (7%), à Madagascar (5%), au Mozambique (5%) et au Malawi (5%).

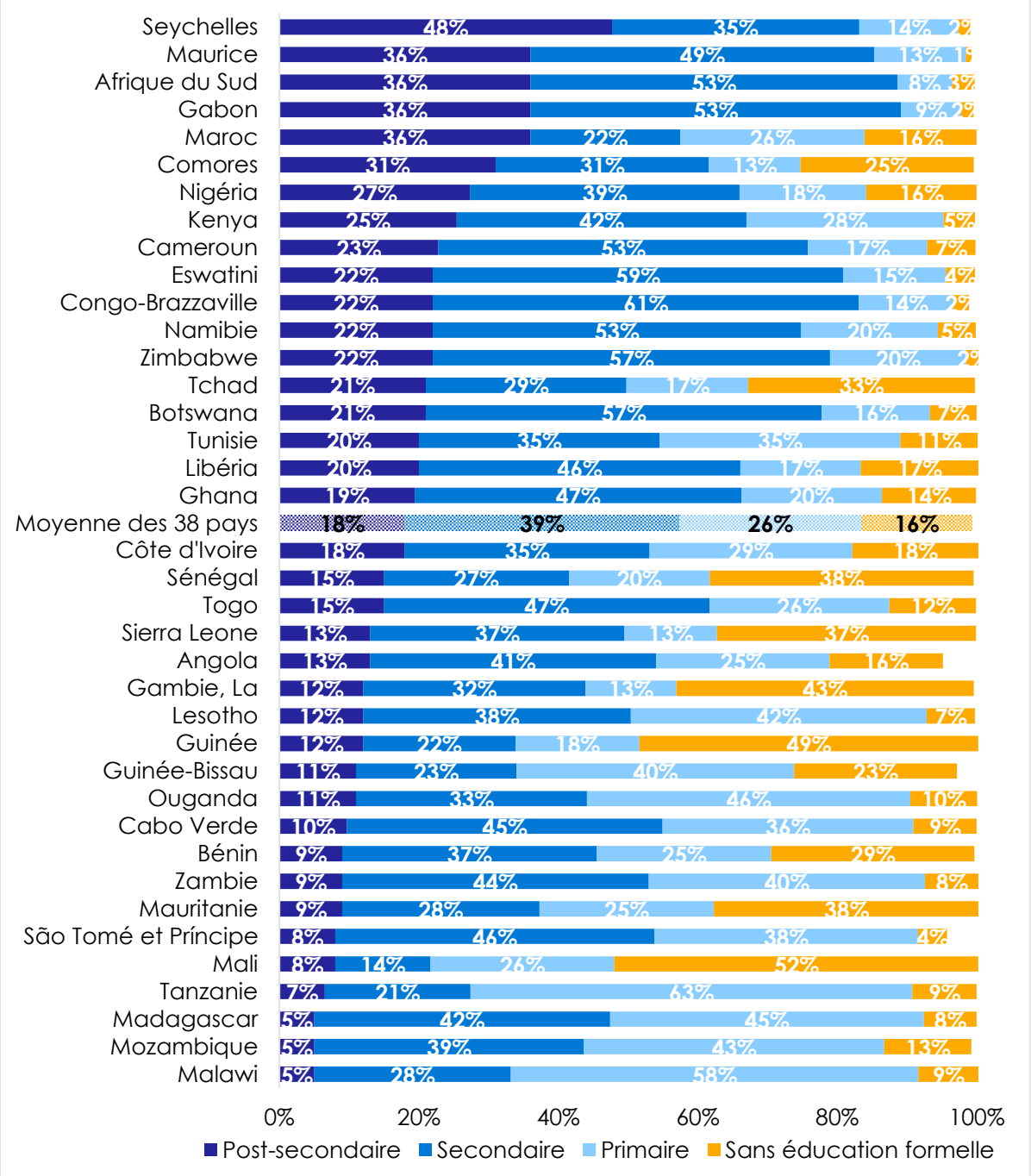
Certaines formes d'éducation formelle sont presque universelles à Maurice (99%), au Zimbabwe (98%), au Gabon (98%), aux Seychelles (97%) et en Afrique du Sud (97%). En revanche, un tiers ou plus des citoyens déclarent n'avoir jamais été scolarisés au Tchad (33%), en Sierra Leone (37%), au Sénégal (38%), en Mauritanie (38%), en Gambie (43%), en Guinée (49%) et au Mali (52%).

Les données d'enquête confirment qu'en moyenne, les jeunes africains ont un niveau d'instruction plus élevé que leurs aînés (Figure 3). A travers 38 pays, environ deux tiers (67%) des répondants âgés de 18-35 ans ont fait au moins des études secondaires, contre 55%, 49% et 38% pour les tranches d'âge supérieures. A peine un dixième (11%) des jeunes adultes déclarent ne pas avoir fait d'études formelles, soit moins de la moitié de ceux âgés de plus de 55 ans (26%).

Le niveau d'instruction varie également de manière significative en fonction des autres caractéristiques démographiques des répondants (Figure 4). Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir fait des études secondaires ou post-secondaires (54% contre 62%) et plus susceptibles de n'avoir tout simplement pas fait d'études formelles (18% contre 13%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 2 : Niveau d'éducation | par pays | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*

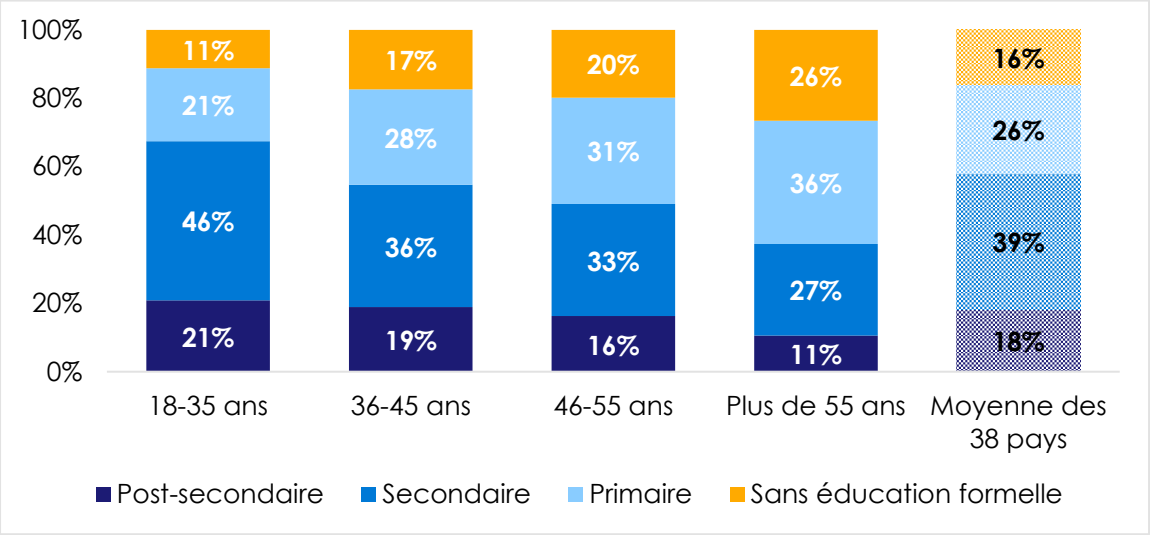
Les répondants les plus pauvres[1] sont trois fois plus susceptibles que les plus aisés de n'avoir pas fait d'études formelles (23% contre 7%) et trois fois moins susceptibles d'avoir des

[1] L'Indice de Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure le niveau de précarité matérielle des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour cuisiner et de revenus en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2026

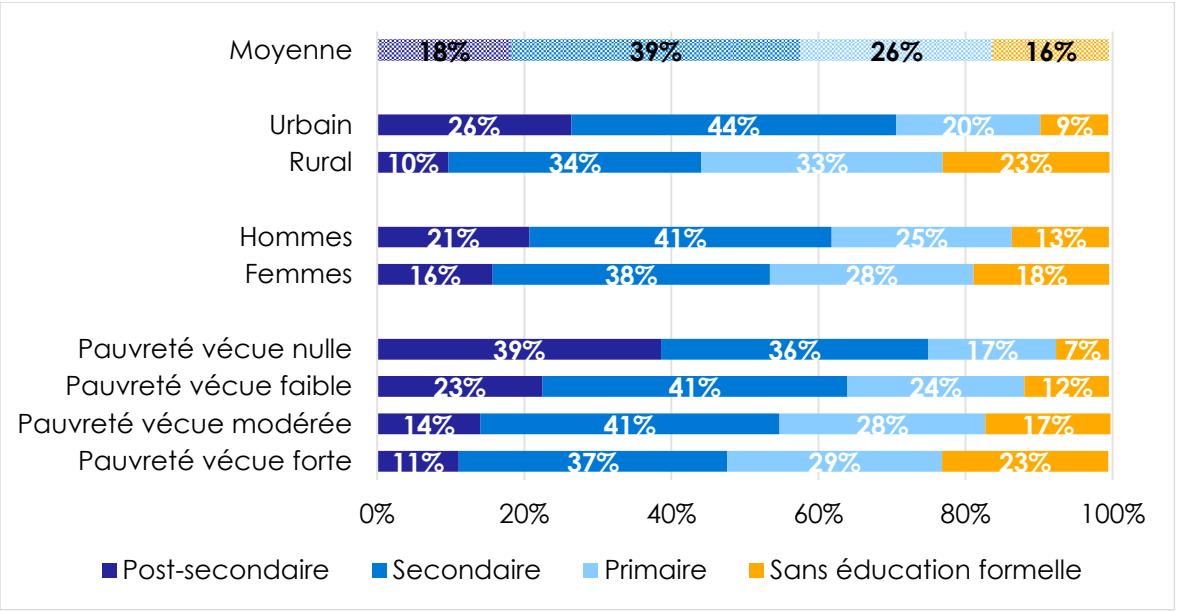
diplômes d'études supérieures (11% contre 39%). La même tendance s'observe en ce qui concerne les habitants des zones rurales par rapport à ceux des zones urbaines : 23% contre 9% ne sont pas scolarisés et 10% contre 26% ont fait des études supérieures.

Figure 3 : Niveau d'éducation | par âge | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*

Figure 4 : Niveau d'éducation | urbain-rural, sexe et pauvreté vécue | 38 pays | 2024/2025



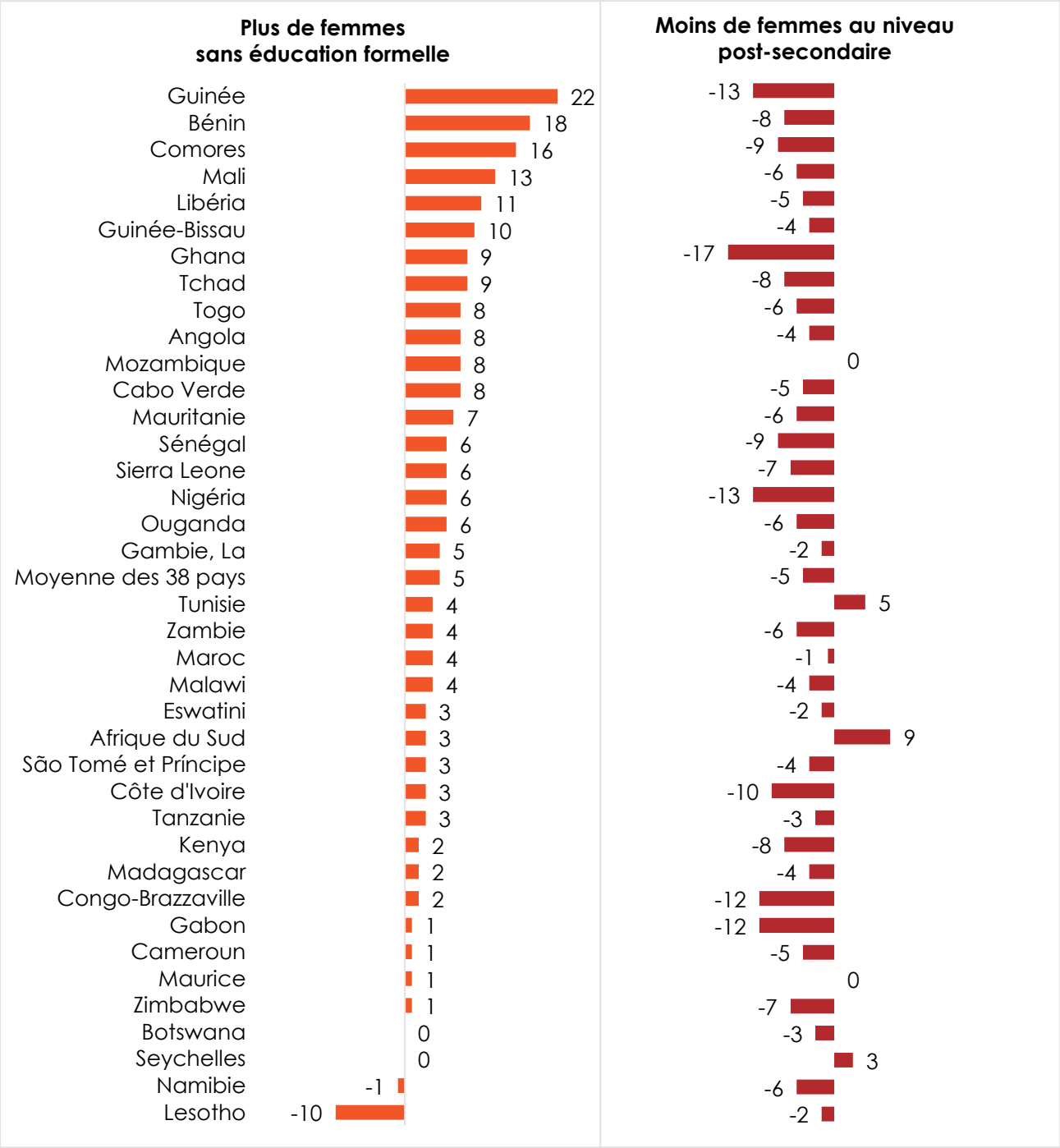
Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*

L'écart moyen de 5 points de pourcentage en défaveur des femmes quant à l'accès à un certain niveau d'instruction formelle cache des variations importantes d'un pays à l'autre, avec des écarts à deux chiffres en Guinée (22 points), au Bénin (18 points), aux Comores (16 points), au Mali (13 points), au Libéria (11 points) et en Guinée-Bissau (10 points) (Figure 5). Le Lesotho est le seul pays sondé où l'écart est nettement favorable aux femmes (10 points de

Copyright ©Afrobarometer 2026

pourcentage), 10 pays affichant une parité entre les sexes (avec des différences inférieures à 3 points de pourcentage).

Figure 5 : Inégalités entre les sexes en matière de manque d'éducation formelle et d'accès à l'enseignement post-secondaire | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ? (Les figures montrent la différence, en points de pourcentage, entre le pourcentage de femmes et d'hommes déclarant ne pas avoir fait d'études (à gauche) et avoir fait des études post-secondaires (à droite). Les nombres positifs indiquent un plus grand nombre de femmes que d'hommes ; les nombres négatifs indiquent un moins grand nombre de femmes que d'hommes.)*

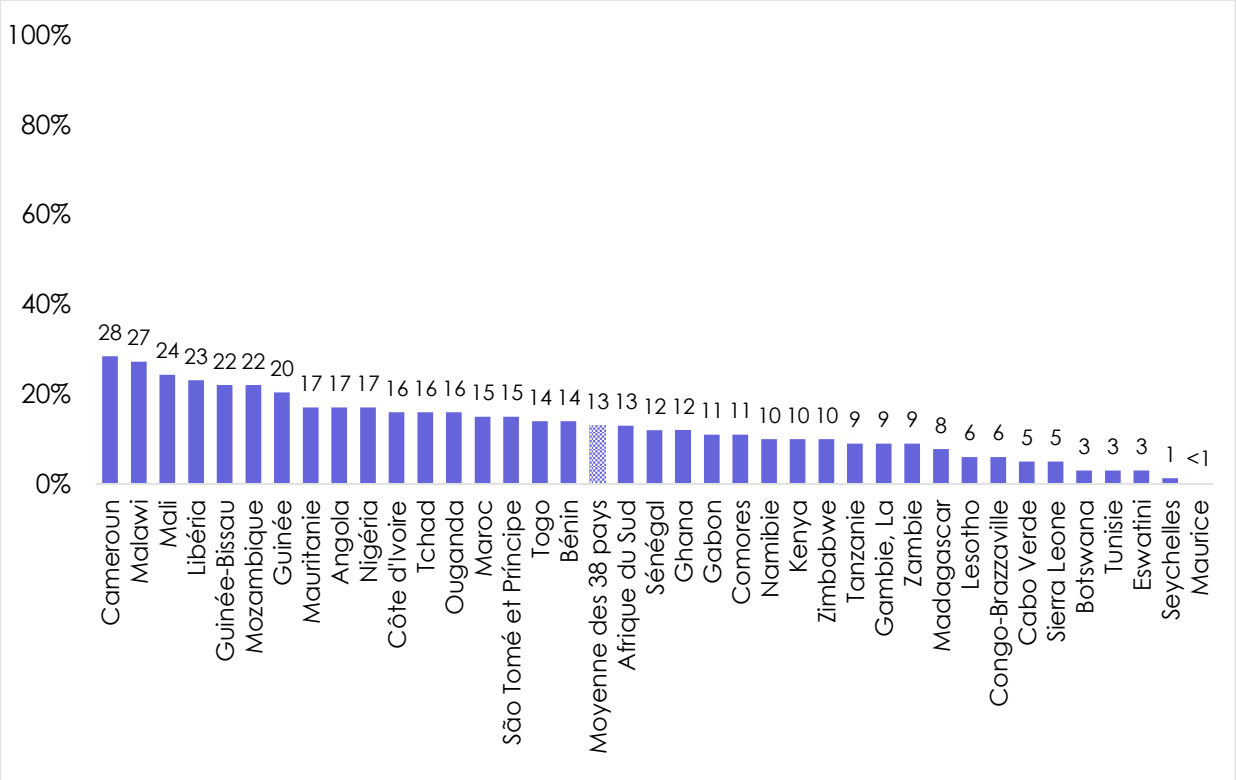
Copyright ©Afrobarometer 2026

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, six pays affichent des écarts à deux chiffres en faveur des hommes, en tête desquels le Ghana (17 points de pourcentage), la Guinée (13 points), le Nigéria (13 points), le Congo-Brazzaville (12 points), le Gabon (12 points) et la Côte d'Ivoire (10 points), contrairement à l'Afrique du Sud, la Tunisie et les Seychelles, où les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir fait des études supérieures (respectivement 9, 5 et 3 points de pourcentage).

Enjeux de genre dans l'éducation publique

Si les écarts entre les sexes du niveau d'instruction reflètent la discrimination dont ont été victimes les filles et les femmes dans le passé (UNESCO, 2023), la plupart (86%) des Africains affirment qu'il est désormais rare, voire impossible, dans leur communauté, que des filles soient empêchées d'aller à l'école parce que leur famille privilégie l'éducation des garçons (Figure 6). Toutefois, en moyenne, à travers les 38 pays sondés, 13% des répondants affirment que cette situation est fréquente, avec des pourcentages allant jusqu'à 27% au Malawi et 28% au Cameroun.

Figure 6 : Les filles sont empêchées d'aller à l'école (%) | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté : Les filles sont empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)*

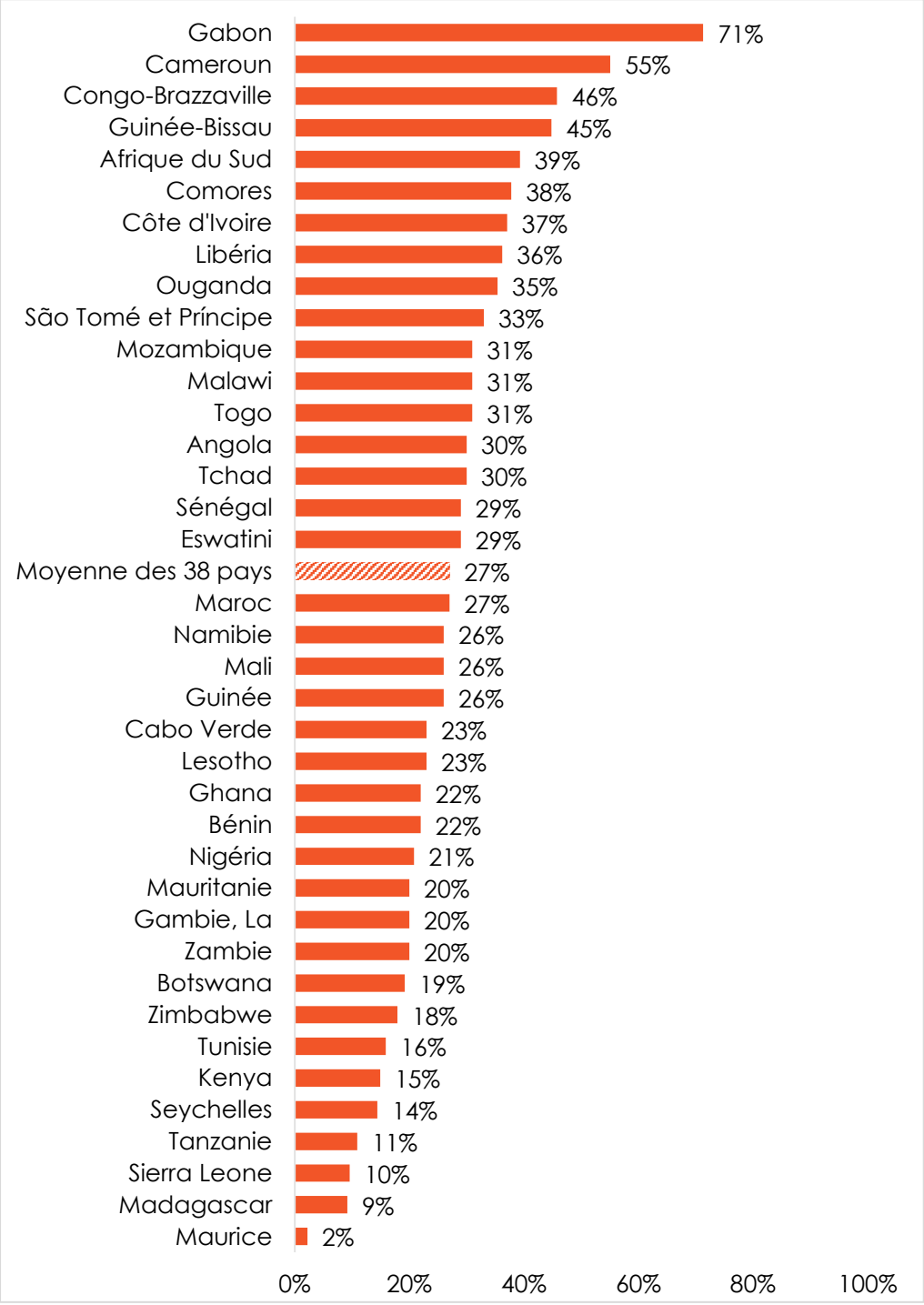
Par ailleurs, une fois scolarisées, les filles sont confrontées à des obstacles particuliers qui nuisent à leur parcours scolaire, notamment les mariages précoces, l'absence de soutien adéquat pour la gestion des menstruations, les tâches ménagères, les abus sexuels et la discrimination, qui perturbent leur assiduité scolaire et compromettent leur bien-être économique et psychologique futur (Rodriguez, 2019).

A travers les 38 pays sondés, presque trois citoyens sur 10 (27%) affirment que les écolières sont « souvent » ou « toujours » victimes de discrimination, de harcèlement ou de requêtes

Copyright ©Afrobarometer 2026

sexuelles de la part des enseignants. Les écarts sont considérables d'un pays à l'autre : Sept Gabonais sur 10 (71%) et plus de la moitié (55%) des Camerounais déclarent que les écolières sont fréquemment victimes de tels traitements, tandis que moins d'un sur 10 sont de cet avis à Madagascar (9%) et à Maurice (2%) (Figure 7).

Figure 7 : Discrimination et harcèlement des filles à l'école | 38 pays | 2024/2025



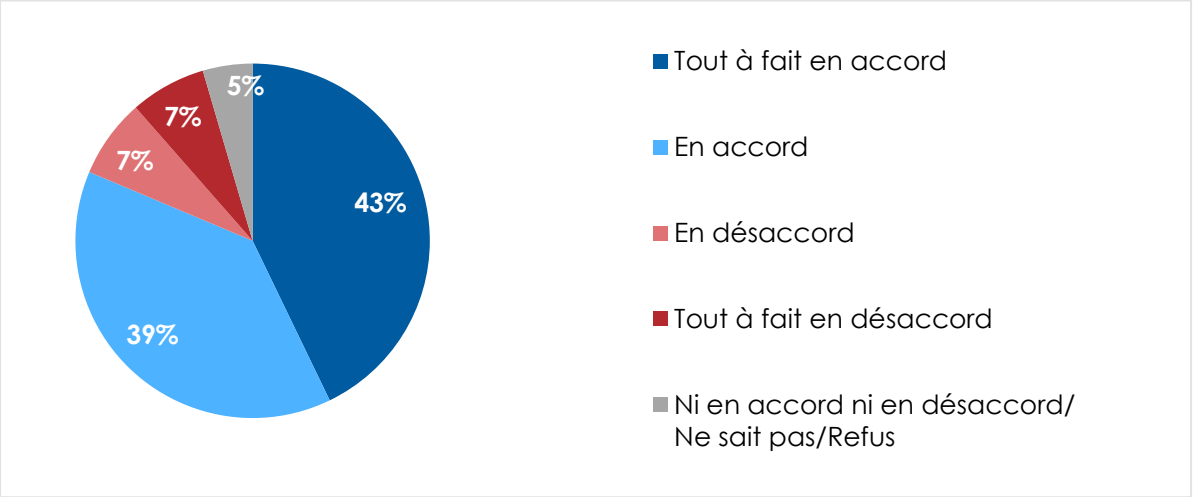
Question posée aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté : Les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants ? (% qui disent « souvent » ou « toujours »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Les grossesses précoces et la maternité chez les adolescentes constituent également des obstacles majeurs à la scolarisation des filles, entraînant des taux de décrochage élevés, des risques sanitaires accrus, une stigmatisation sociale et des conséquences économiques néfastes qui persistent souvent tout au long de leur vie (Thomas, 2025).

Les Africains accordent une grande importance au droit à l'éducation des filles enceintes et des mères en âge scolaire : une grande majorité (81%) des citoyens sont favorables à ce que les filles qui tombent enceintes ou ont des enfants puissent poursuivre leurs études, dont 4% qui sont « tout à fait en accord » avec cette idée (Figure 8). La majorité des répondants à travers tous les pays sondés sont d'accord (voir Twum, Govender, & Asunka (2025) pour plus de détails).

Figure 8 : Les filles qui tombent enceintes devraient être autorisées à continuer l'école | 38 pays | 2024/2025



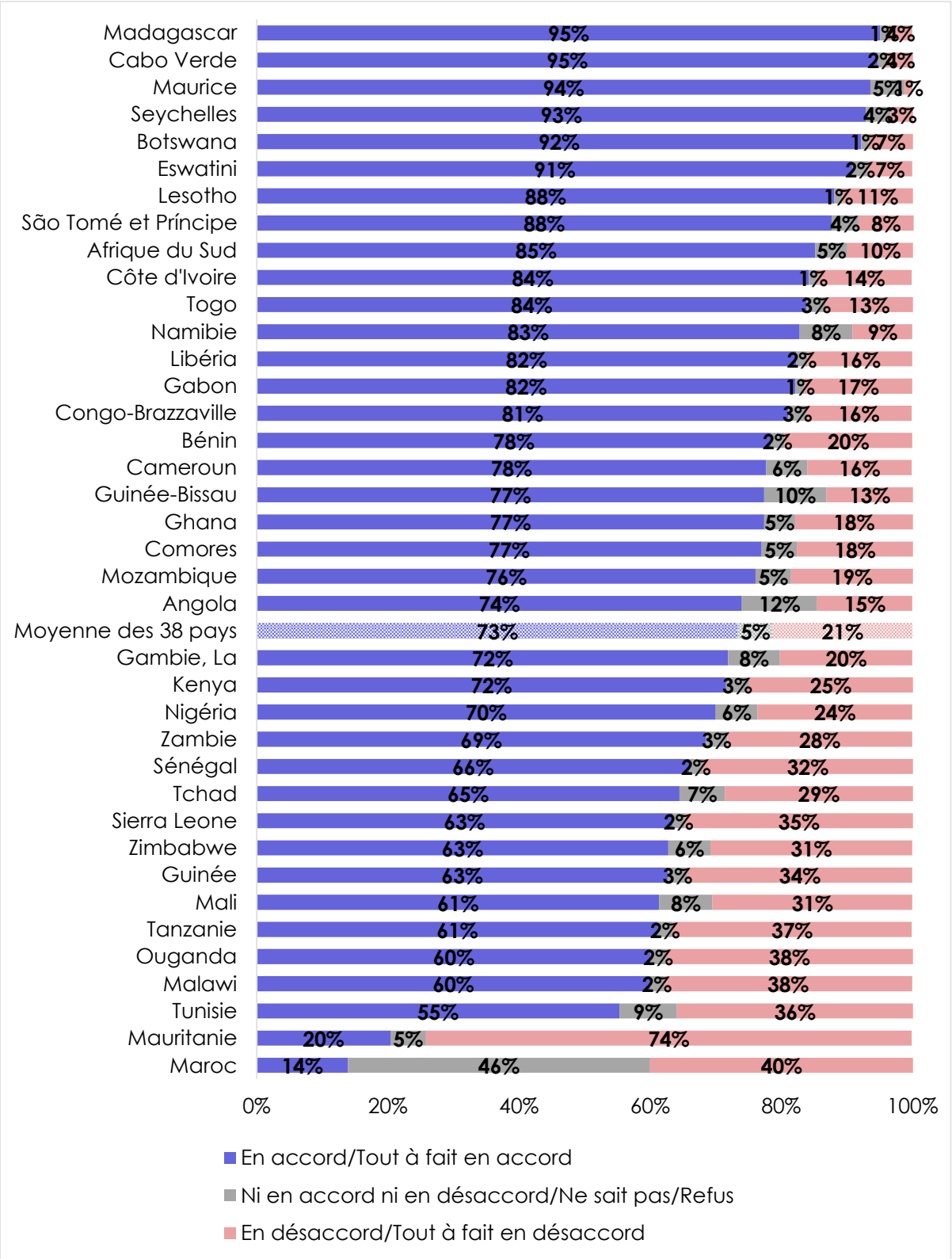
Question posée aux répondants : *Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord : Les filles devraient être autorisées à poursuivre leur scolarité même si elles tombent enceintes ou ont des enfants.*

En moyenne, à travers 38 pays, presque trois quarts (73%) des répondants sont également favorables à une éducation sexuelle à l'école pour aider les jeunes à prendre des décisions éclairées (Figure 9). La Mauritanie (20%) et le Maroc (14%) sont les seuls pays sondés où moins de la moitié des citoyens sont favorables à l'éducation sexuelle à l'école (voir Twum, Govender & Asunka (2025) pour plus de détails).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 9 : Les écoles devraient-elles enseigner l'éducation sexuelle ? | 38 pays | 2024/2025



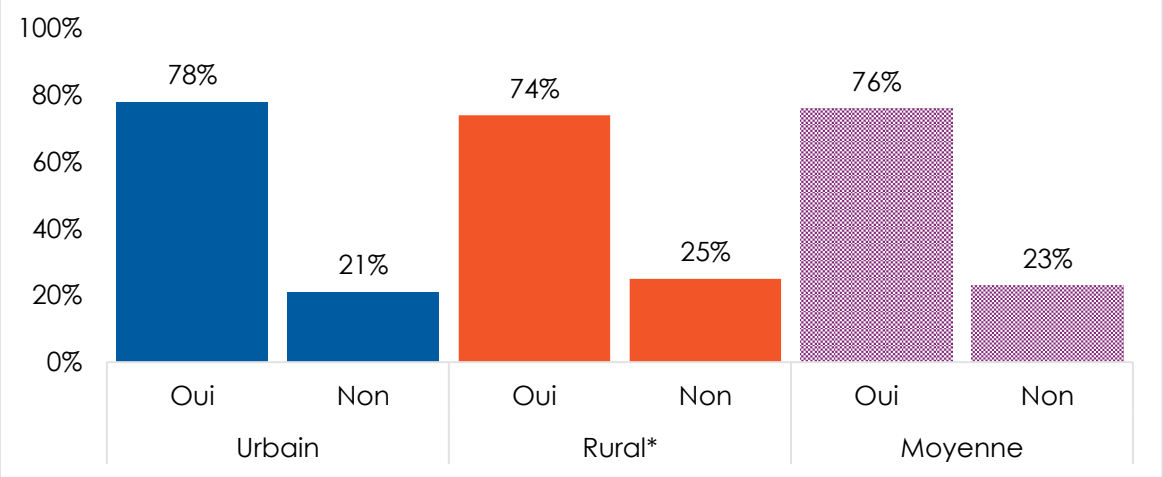
Question posée aux répondants : *Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord : Les écoles devraient enseigner l'éducation sexuelle aux jeunes pour les aider à prendre des décisions en connaissance de cause.*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Des infrastructures et performances gouvernementales quant à l'éducation

L'accès à l'éducation nécessite généralement l'accès à une école. En moyenne, à travers 38 pays, les enquêteurs d'Afrobarometer ont constaté que 76% des zones de dénombrement (ZD) visitées disposaient d'au moins une école publique ou privée facilement accessible à pied.[2] Dans 25% des zones rurales et 21% des zones urbaines, aucune école n'a été trouvée à proximité (Figure 10).

Figure 10 : Ecole à distance de marche | 38 pays* | 2024/2025



Question posée aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Ecole (privée, publique, ou les deux) ?*

** Les moyennes rurales n'incluent pas les Seychelles, où l'échantillon entier est considéré comme urbain.*

Les enquêteurs d'Afrobarometer ont constaté que plus de neuf ZD sur 10 parmi celles qu'ils ont visitées au Maroc (99%), au Kenya (98%), en Côte d'Ivoire (96%), au Ghana (95%) et en Guinée (93%) comptaient au moins une école publique ou privée facilement accessible à pied, tandis que moins de la moitié des ZD en Namibie (47%), à São Tomé-et-Príncipe (39%) et en Angola (35%) disposaient d'une école à proximité (Figure 11).

En moyenne, les répondants résidant dans des ZD situées à proximité d'écoles sont de 6 points de pourcentage plus susceptibles d'avoir fait des études secondaires ou post-secondaires que ceux vivant dans des zones sans accès facile à une école (Figure 12).

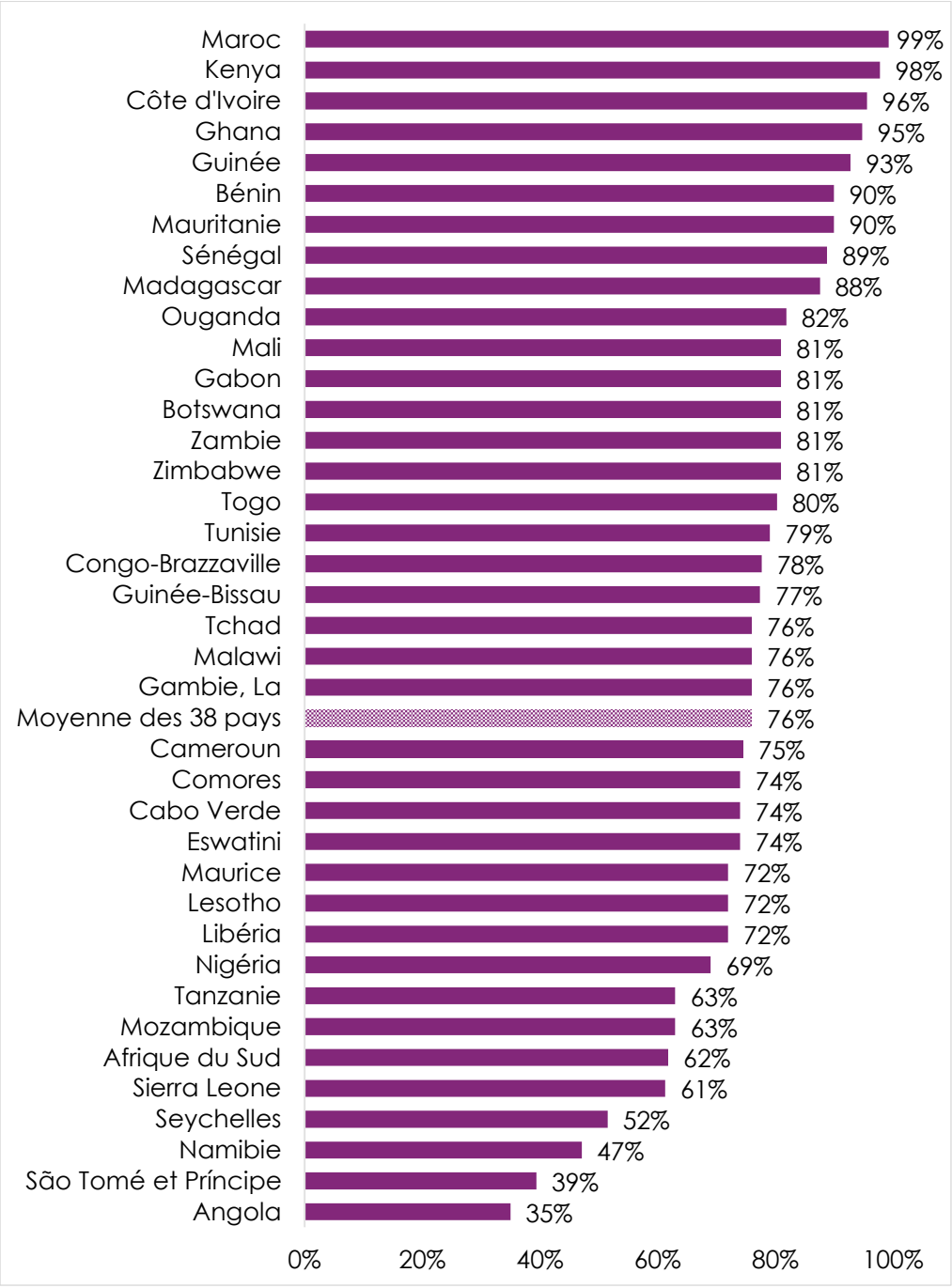
Certes, la présence d'une école ne garantit pas pour autant la qualité des services éducatifs fournis. Les résultats d'une précédente enquête Afrobarometer ont montré qu'en moyenne, à travers les 39 pays sondés lors du Round 9 (2021/2023), presque la moitié (48%) des Africains ont déclaré que les cas d'enfants non-scolarisés sont un problème « assez fréquent » ou « très

[2] Les échantillons Afrobarometer sont basés sur une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées au hasard à partir des données du recensement national. Dans la plupart des pays, huit entretiens sont réalisés dans chaque ZD sélectionnée, de sorte que les équipes d'enquêteurs visitent généralement entre 150 (pour les enquêtes avec n=1.200) et 300 (pour les enquêtes avec n=2.400) ZD. Dans chaque zone de dénombrement, l'équipe enregistre la présence ou l'absence d'infrastructures de base, telles que des écoles, et de services, tels que l'approvisionnement en électricité. En raison de la taille réduite des échantillons, la marge d'erreur des chiffres présentés ici concernant la présence d'établissements scolaires est plus élevée que celle des résultats obtenus lors des entretiens individuels.

Copyright ©Afrobarometer 2026

fréquent » dans leur communauté (Adjadeh, 2024). Parmi les citoyens qui ont été en contact avec des écoles publiques au cours de l'année précédant les enquêtes du Round 9, trois quarts (74%) ont déclaré avoir facilement obtenu les services dont ils avaient besoin, et une majorité identique (74%) de répondants ont déclaré que les enseignants ou autres responsables scolaires les avaient traités avec respect. Mais un sur cinq (19%) ont déclaré avoir dû verser des pots-de-vin pour obtenir les services dont ils avaient besoin auprès des responsables scolaires.

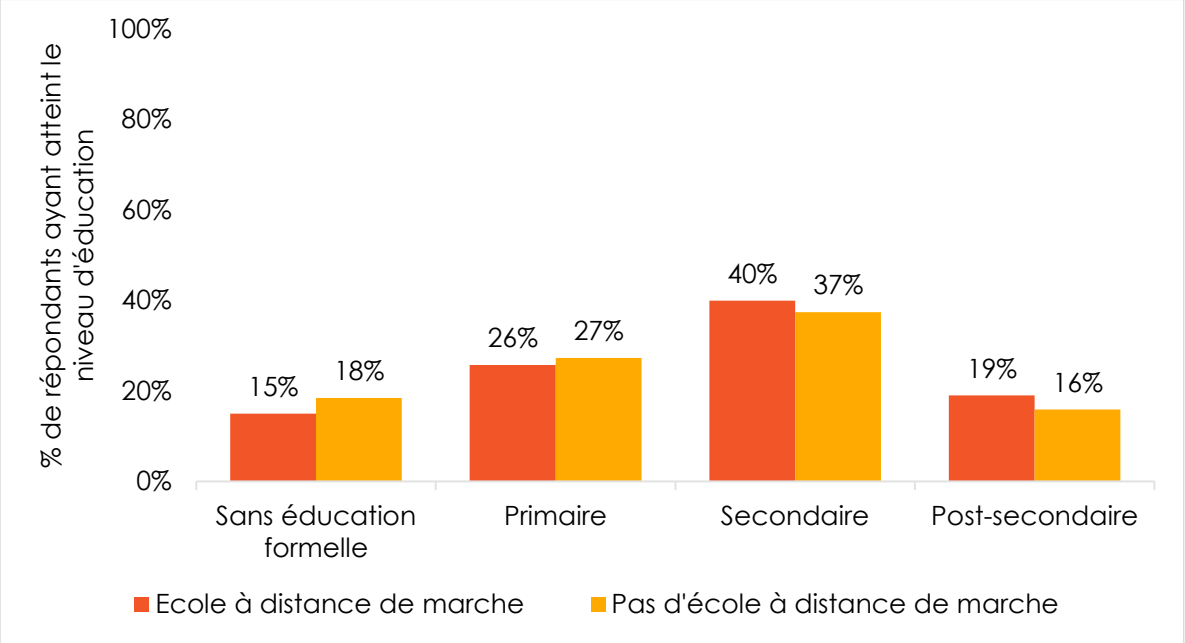
Figure 11 : Ecole à distance de marche | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Ecole (privée, publique, ou les deux) ? (% de « oui »)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 12 : Disponibilité d'école et niveau d'éducation | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*
Question posée aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Ecole (privée, publique, ou les deux) ?*

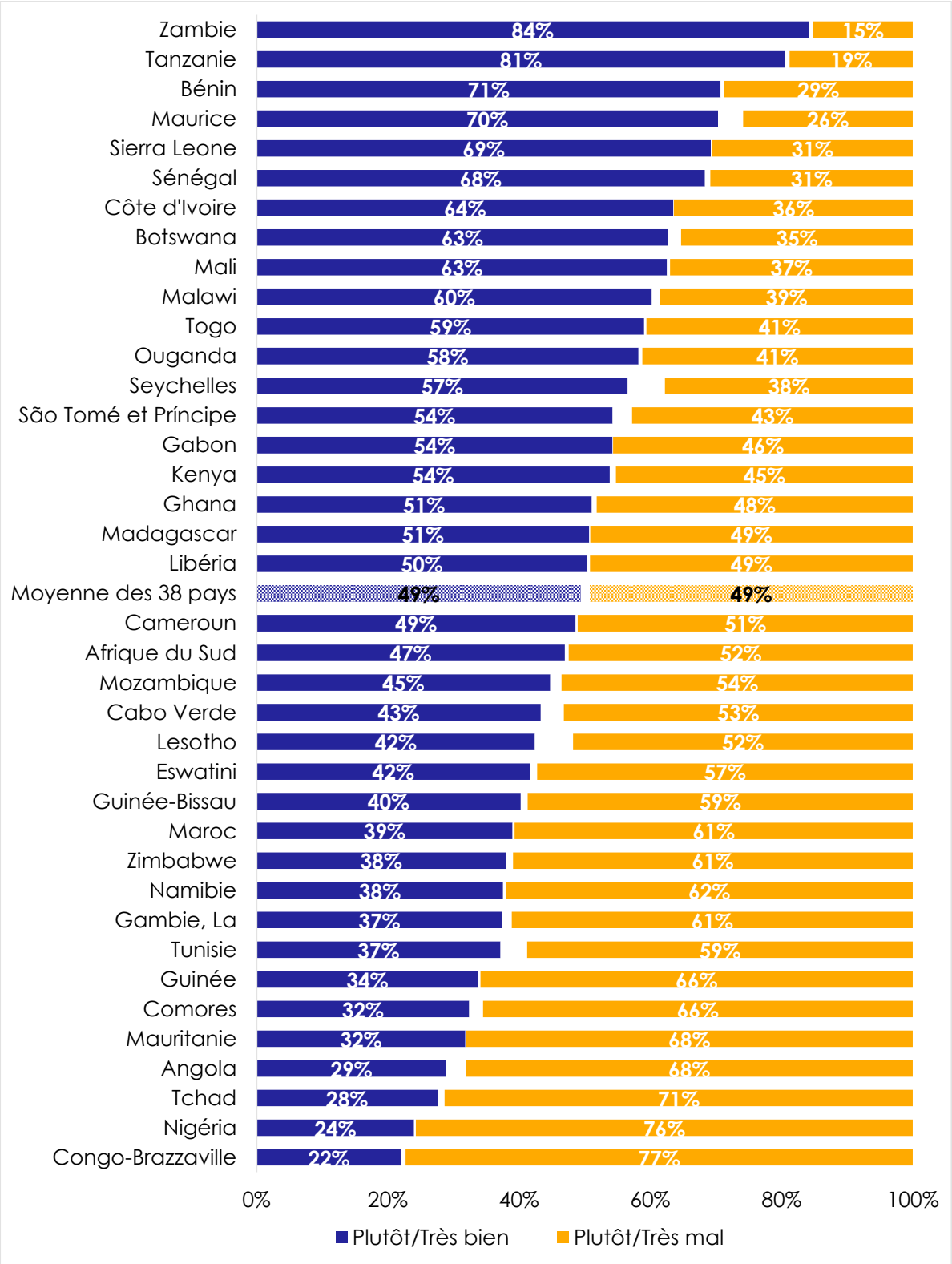
Dans l'ensemble, quel est le degré de satisfaction des Africains quant à la manière dont leur gouvernement répond aux besoins en matière d'éducation ? En moyenne, à travers les 38 pays sondés lors du Round 10, les avis sont partagés : environ la moitié (49%) des répondants estiment que leur gouvernement affiche une performance « assez bonne » ou « très bonne » en matière d'éducation, tandis que l'autre moitié (49%) évaluent négativement la performance de leurs dirigeants (Figure 13).

Les appréciations sont extrêmement favorables dans certains pays, notamment en Zambie (84%) et en Tanzanie (81%). En revanche, moins d'un citoyen sur trois estiment que le gouvernement fait du bon travail en matière d'éducation en Angola (29%), au Tchad (28%), au Nigéria (24%) et au Congo-Brazzaville (22%).

Les appréciations des performances gouvernementales en matière d'éducation sont similaires selon le sexe, le lieu de résidence (urbain ou rural) et l'âge (Figure 14). Cependant, les taux de désapprobation s'accroissent considérablement avec le niveau de pauvreté des répondants, de 42% chez les citoyens aisés à 59% chez les plus pauvres. A travers les 28 pays sondés à tous les rounds Afrobarometer de la dernière décennie, l'approbation des initiatives gouvernementales en matière d'éducation est tombée en dessous de la moitié (47%) entre 2019 et 2023, avant de remonter à 53% dans la dernière enquête (Figure 15).

Copyright ©Afrobarometer 2026

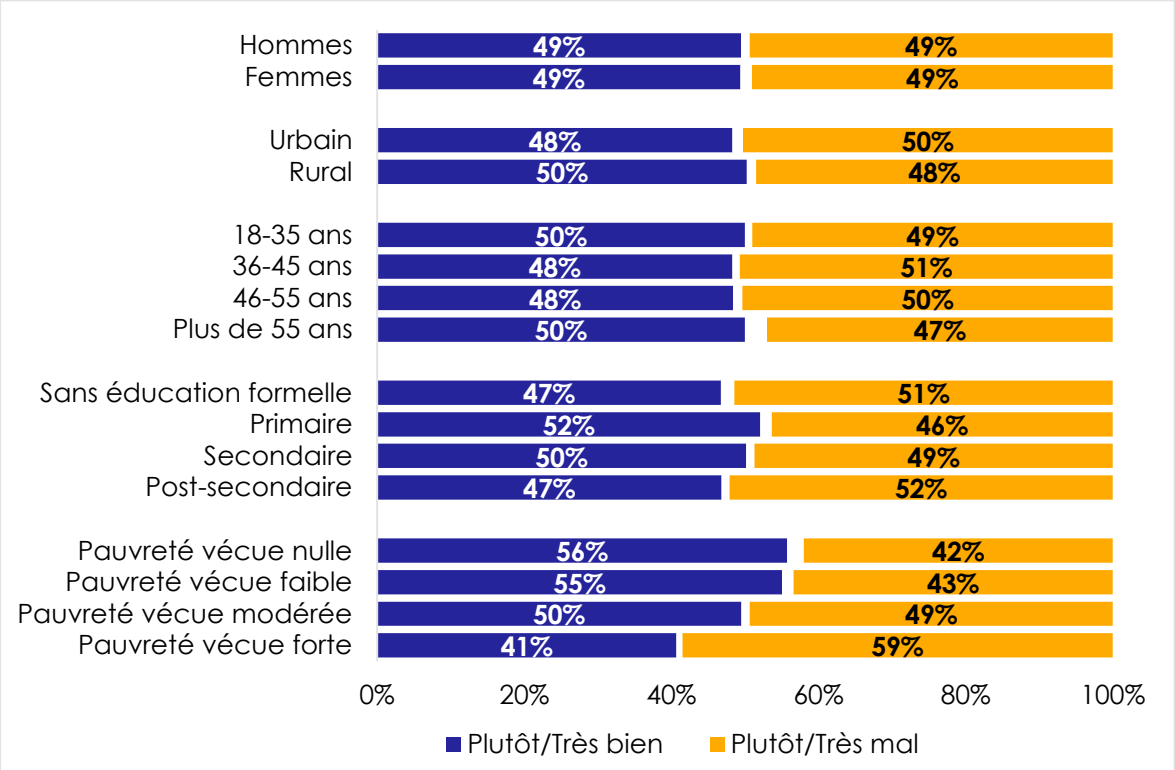
Figure 13 : Performance du gouvernement en matière d'éducation | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

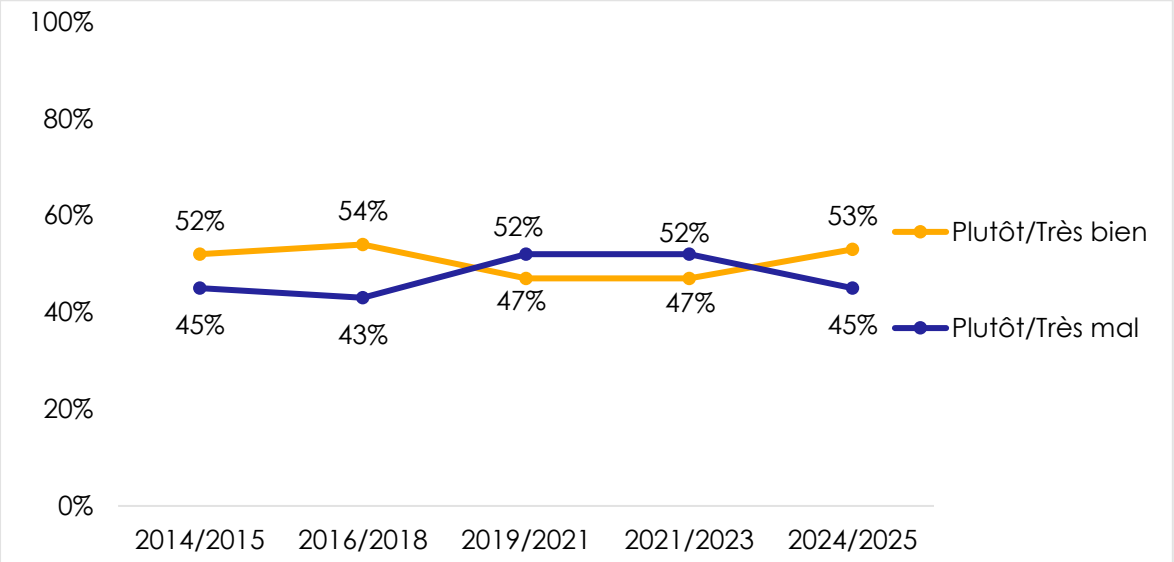
Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 14 : Performance du gouvernement en matière d'éducation | par groupe démographique | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Figure 15 : Performance du gouvernement en matière d'éducation | 28 pays | 2014-2025



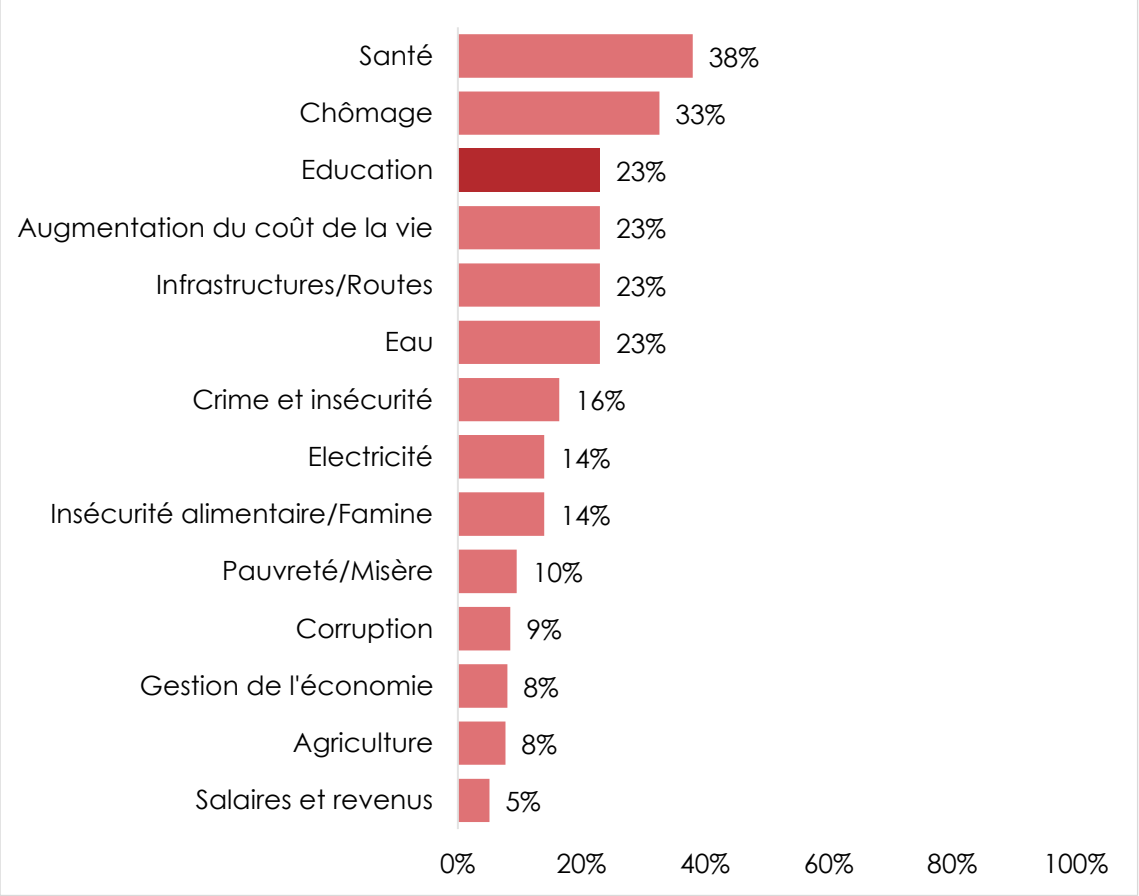
Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la satisfaction des besoins en éducation, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2026

L'éducation, une priorité publique

L'éducation occupe la troisième place sur la liste des problèmes prioritaires auxquels les gouvernements africains devraient s'attaquer, alors qu'elle occupait la sixième place en 2021/2023 (Adjadeh, 2024). Citée par 23% des répondants parmi les trois grandes priorités d'action gouvernementale, l'éducation est à égalité avec la hausse du coût de la vie, les infrastructures/routes et l'approvisionnement en eau, juste derrière la santé et le chômage dans l'agenda politique des Africains (Figure 16).

Figure 16 : Plus importants problèmes | 38 pays | 2024/2025



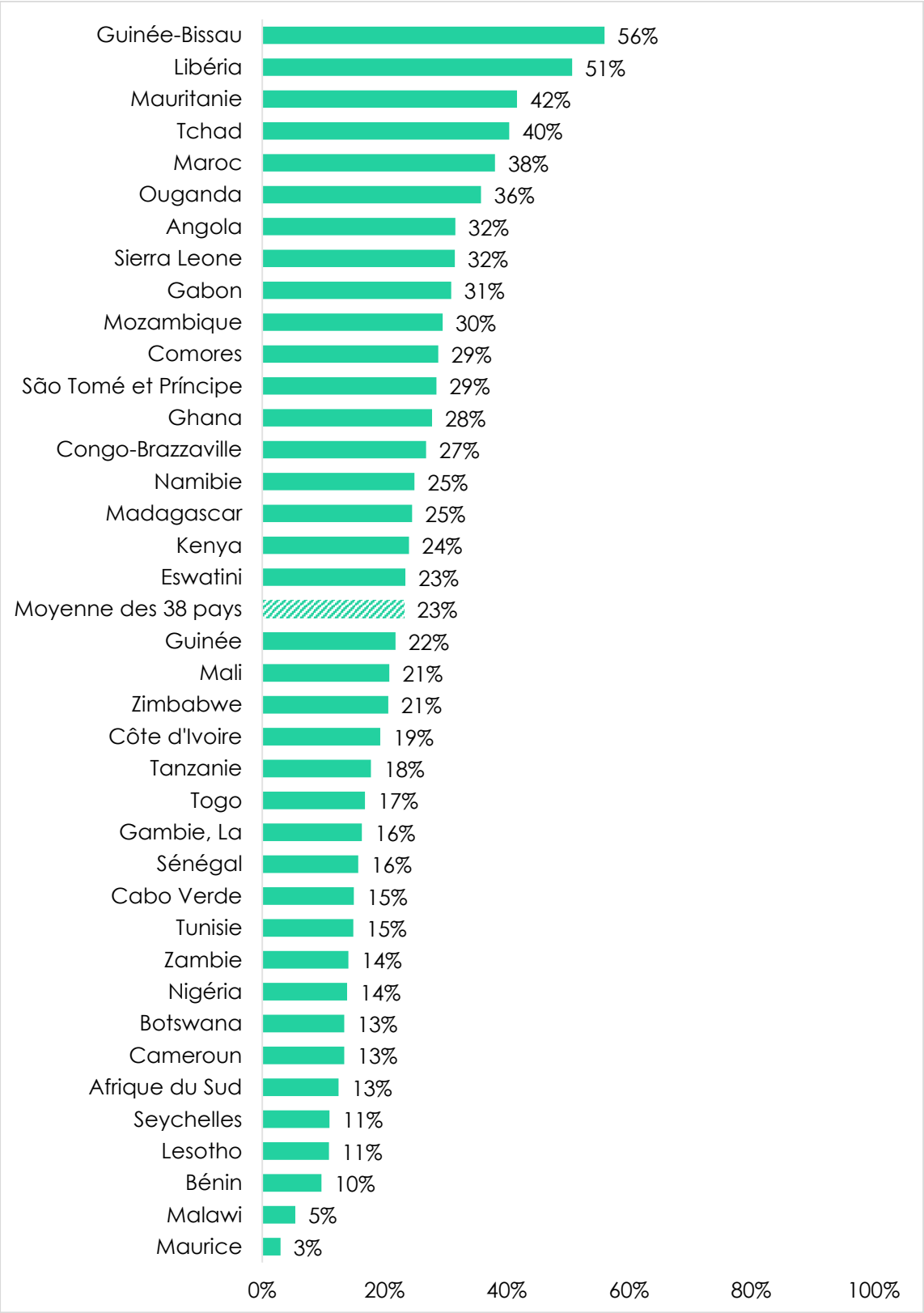
Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)*

Les pays diffèrent considérablement dans la manière dont ils priorisent l'éducation parmi leurs problèmes les plus urgents (Figure 17). Plus de la moitié des citoyens de Guinée-Bissau (56%) et du Libéria (51%) mentionnent l'éducation parmi les préoccupations les plus urgentes de leur pays. En revanche, moins d'un dixième des Malawites (5%) et des Mauriciens (3%) considèrent l'éducation comme une préoccupation majeure, la plaçant loin derrière dans leur liste de priorités pour l'action gouvernementale.

Si le gouvernement devait accroître ses dépenses pour aider les jeunes, l'éducation occuperait la deuxième place parmi les priorités des Africains, bien que loin derrière la création d'emplois (48% contre 16%) (Figure 18).

Copyright ©Afrobarometer 2026

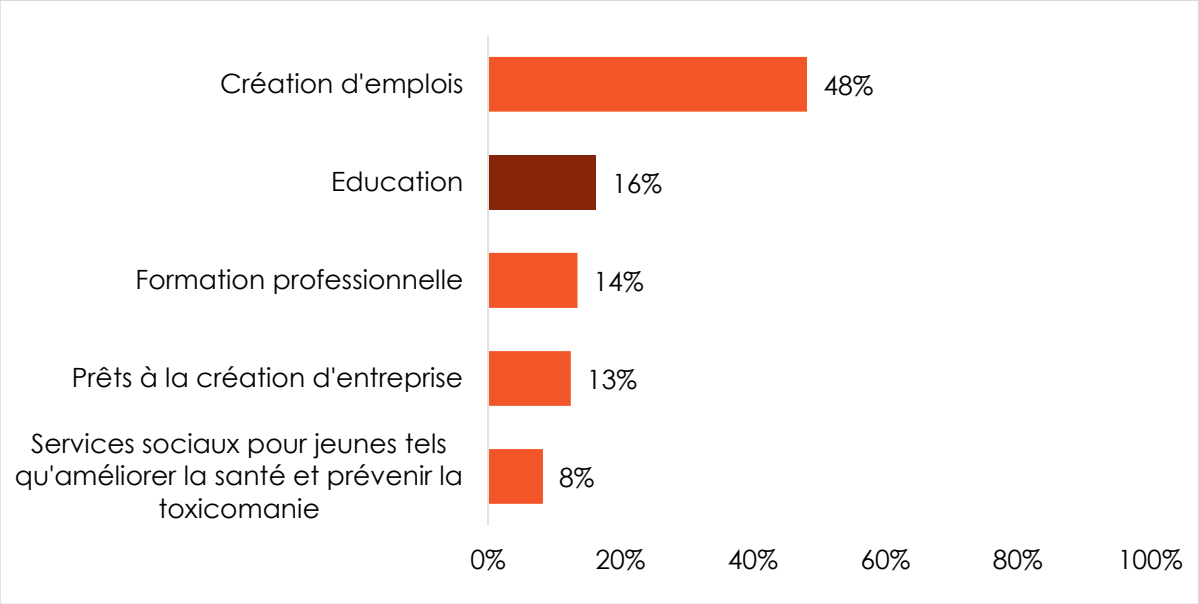
Figure 17 : Education comme problème prioritaire | 38 pays | 2024/2025



Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne ; la figure montre le pourcentage de répondants qui citent l'éducation parmi leurs trois priorités.)*

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 18 : Priorités des dépenses publiques pour aider les jeunes | 38 pays | 2024/2025

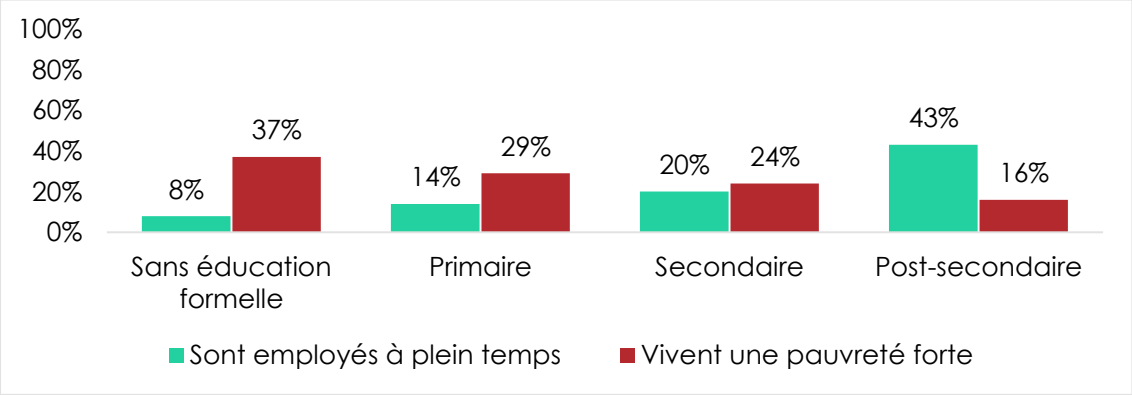


Question posée aux répondants : *Si le gouvernement pouvait accroitre ses dépenses dans des programmes d'aide aux jeunes, lequel des domaines suivants devrait être de la plus haute priorité pour des investissements additionnels ?*

La place importante accordée à l'éducation parmi les priorités des citoyens reflète son lien communément admis avec l'emploi et le bien-être économique (Benveniste, 2025). A travers les 38 pays sondés par Afrobarometer, par exemple, les répondants sont six fois plus susceptibles d'avoir un emploi à temps plein rémunéré en espèces s'ils ont fait des études post-secondaires que s'ils n'ont pas fait d'études formelles (43% contre 8%) (Figure 19).

De même, le taux de pauvreté réelle diminue de plus de moitié entre les répondants sans scolarité formelle (37%) et ceux titulaires d'un diplôme post-secondaire (16%).

Figure 19 : Emploi et pauvreté selon le niveau d'éducation | 38 pays | 2024/2025



Questions posées aux répondants :

Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?

Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ?

La « pauvreté vécue forte » est calculée à partir des réponses aux questions suivantes : Au cours de l'année écoulée, combien de fois, le cas échéant, vous ou un membre de votre famille avez-vous manqué : De nourriture suffisante ? D'eau potable en quantité suffisante pour un usage domestique ? De médicaments ou de soins médicaux ? De combustible suffisant pour cuisiner ? D'un revenu ?

Copyright ©Afrobarometer 2026

Conclusion

Les données issues des enquêtes Afrobarometer suggèrent des progrès à long terme dans le domaine de l'éducation : Les jeunes africains surpassent leurs aînés en termes de niveau d'instruction, et la plupart des citoyens affirment qu'il est désormais rare, voire inexistant, que les filles soient empêchées d'aller à l'école parce que leurs familles privilégient l'éducation des garçons. La plupart des Africains soutiennent le droit à l'éducation des filles enceintes et des mères adolescentes et estiment que les écoles devraient dispenser une éducation sexuelle afin d'aider les jeunes à prendre des décisions éclairées.

Mais les inégalités persistent en défaveur des filles et des femmes, ainsi que des habitants des zones rurales et des plus démunis. Plus particulièrement, une minorité importante de citoyens déclarent que les écolières sont « souvent » ou « toujours » victimes de discrimination, de harcèlement ou de requêtes à caractère sexuel de la part des enseignants.

Dans l'ensemble, seule la moitié des Africains se déclarent satisfaits des performances gouvernementales en matière d'éducation, tandis que l'autre moitié en demande davantage. L'éducation figure en bonne place dans la liste des priorités citoyennes en matière d'action gouvernementale.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Adjadeh, R. (2024). Evaluation des lacunes : Les Africains aspirent à de plus grands progrès sur le plan éducatif. Dépêche Afrobarometer No. 768

Benveniste, L. (2025). Education is a key to jobs, growth, and lifelong learning. UNESCO. 26 août.

Fornino, M., & Tiffin, A. (2024). Sub-Saharan Africa's growth requires quality education for growing population. Blog du FMI. 25 avril.

ISS African Futures. (2024). Education. 11 octobre.

Kimani, A. J., & Karisa, A. (2025). Breaking barriers, building futures: How African countries are rewriting the story for girls in school. Centre africain de recherche sur la population et la santé. 17 juillet.

Mattes, R., & Lekalake, R. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche Afrobarometer No. 943

Moravec, J. (2025). School access and gender parity in sub-Saharan Africa: Through the lens of GEFRI. Education Futures. 26 août.

Rodriguez, L. (2019). 7 obstacles to girls' education and how to overcome them. Global Citizen. 24 septembre.

Thomas, N. (2025). The right to education for pregnant girls and adolescent mothers: Breaking barriers and biases. UKFIET. 22 janvier.

Twum, M. A. A., Govender, R., & Asunka, J. (2025). Les Africains sont pour l'autonomie des femmes dans les décisions relatives au mariage et à la procréation, mais divisés sur l'accès à la contraception. Dépêche Afrobarometer No. 1080.

UNESCO. (2023). Progress on girls' access to education: What the new UNESCO data reveals. 10 octobre.

UNESCO. (2024). Global education monitoring report 2024/5: Leadership in education – Lead for learning.

Union Africaine. (2024). Eliminate barriers that hinder the realization of women's right to education: Pan-African Women's Day commemoration. 31 juillet.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain des rounds 10 et précédents d'Afrobarometer

Pays	Travaux de terrain du Round 10	Précédents rounds d'enquêtes
Afrique du Sud	Juin-août 2025	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018, 2021, 2022
Angola	Mars-avril 2024	2019, 2022
Bénin	Jan.-fév. 2024	2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020, 2022
Botswana	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Cabo Verde	Août-sept. 2024	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017, 2019, 2022
Cameroun	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Comores	Mai-juin 2025	N/A
Congo-Brazzaville	Sept.-oct. 2024	2023
Côte d'Ivoire	Jan. 2024	2013, 2014, 2017, 2019, 2021
Eswatini	Avril-mai 2025	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Gabon	Avril-mai 2024	2015, 2017, 2020, 2021
Gambie, La	Avril-mai 2024	2018, 2021, 2022
Ghana	Août 2024	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Guinée	Mai-juin 2024	2013, 2015, 2017, 2019, 2022
Guinée-Bissau	Juil.-sept. 2025	N/A
Kenya	Avril-mai 2024	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016, 2019, 2021
Lesotho	Mars 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Libéria	Juil.-août 2024	2008, 2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Madagascar	Oct.-nov. 2024	2005, 2008, 2013, 2015, 2018, 2022
Malawi	Août 2024	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2022
Mali	Oct.-nov. 2024	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Maroc	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2021, 2022
Maurice	Avril-mai 2024	2012, 2014, 2017, 2020, 2022
Mauritanie	Déc. 2024-jan. 2025	2022
Mozambique	Juil-sept. 2025	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018, 2021, 2022
Namibie	Mars 2024	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017, 2019, 2021
Nigéria	Juin-juil. 2024	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017, 2020, 2022
Ouganda	Jan.-fév. 2024	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017, 2019, 2022
São Tomé et Príncipe	Sept.-nov. 2024	2015, 2018, 2022
Sénégal	Fév.-mars 2025	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017, 2021, 2022
Seychelles	Août 2024	2022
Sierra Leone	Mars-avril 2025	2012, 2015, 2018, 2020, 2022
Tanzanie	Juin-juil. 2024	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tchad	Fév.-avril 2025	N/A
Togo	Juil. 2024	2012, 2014, 2017, 2021, 2022
Tunisie	Fév.-mars 2024	2013, 2015, 2018, 2020, 2022
Zambie	Juil. 2024	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017, 2020, 2022
Zimbabwe	Juin 2024	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017, 2021, 2022

Copyright ©Afrobarometer 2026

Asafika Mpako est responsable de la communication d'Afrobarometer pour l'Afrique australe. Email : ampako@afrobarometer.org.

Samuel Balongo est gestionnaire de projet Afrobarometer pour l'Afrique orientale. Email : sbalongo@afrobarometer.org.

Aubrey Ghambi est assistant de recherche à Afrobarometer. Email : aghambi@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux environ est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), le Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, le Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya, et de l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de porter la parole des citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don (à www.afrobarometer.org) ou contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter du financement institutionnel.

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.

Dépêche Afrobarometer No. 1116 | 21 janvier 2026

Copyright ©Afrobarometer 2026